Primaire socialiste, dénouement tragique d’une lente agonie

vendredi 16 octobre 2026, par Jacques COTTA

Le spectacle offert par le parti socialiste à l’occasion de la primaire pour désigner son candidat à l’élection présidentielle de 2027 mérite la palme pour son organisation, son casting, et son dénouement.

Pour l’organisation d’abord.

Quinze euros, voilà le prix fixé du bulletin de vote. Tout un programme déjà. Par les temps difficiles que traversent les français, le parti socialiste ne connait pas la crise. Quinze euros semblent dérisoires pour les stratèges socialistes, à juste titre, vu les couches de la société, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie, auxquelles ils s’adressent. Ce sont donc 120 307 suffrages qui ont été dépouillés, loin des 2,6 millions qui en 2011 désignaient Hollande et des 1,6 million pour Hamon en 2017. Les français font preuve de mémoire et à ce rythme toute nouvelle tentative du genre risque de tourner à la farce…

Pour le casting ensuite.

Il illustre la crise du personnel politique susceptible de prétendre représenter les Français. Pour être clair, la nullité sans borne s’est révélée dans l’absence de ligne programmatique sur laquelle les votants auraient pu se déterminer. Le seul clivage apparu entre les prétendants à l’investiture, **Glucksmann, Royal, Faure, Guedj et Maurel** a porté sur la meilleure façon de sauver des postes aux législatives post présidentielles. Pour les uns, pas question d’alliance avec LFI, donc sans le dire rapprochement avec ce qui reste du macronisme, pour les autres, pas question de rapprochement avec le pseudo bloc central et donc accords en vue avec les insoumis. Cela présage des jours difficiles, pour les uns et pour les autres. Bonne chance…

Pour le dénouement enfin.

En l’emportant dés le premier tour avec plus de 66% des votants, **Raphael Glucksmann** a littéralement écrabouillé ses adversaires, le premier secrétaire Olivier Faure avec ses 14,46%, l’ancienne candidate adepte de la bravitude Ségolène Royal avec 7,62%, Maurel qui passait par là avec ses 5,92% et enfin Guedj, le déçu du mélanchonisme, avec 5,80%.

"*Ce résultat dit quelque chose de puissant*", a confié le leader de Place publique après sa large victoire. En effet, la signification de ce scrutin est unique. Pour la première fois un parti décide d’être représenté à une élection nationale par un individu qui n’est pas membre de ce parti, et qui fort de son succès, décide d’imposer sa loi au parti en question.

Certains s’étonnent, ceux-là même qui ont organisé la farce. Quelle hypocrisie ! Glucksmann exprime la continuité d’une politique, une trajectoire collective pour les chefs du PS. C’est Olivier

Faure, premier secrétaire du PS qui est allé le chercher hier pour mener sa liste aux élections européennes et lui offrir le tremplin qui lui permet ce hold-up remarquable.

Pour faire bonne figure, les uns et les autres reprennent le thème anti fasciste pour espérer recoller les morceaux. Mais cela est d'autant plus pathétique que leur voeu sera sans doute exaucé. Au nom de l'anti fascisme, toutes les alliances sont permises de tous les cotés. C'est ainsi que demain la « gauche », toutes composantes comprises, et la droite, tous résidus du macronisme compris, pourront envisager de rouler ensemble contre le grand méchant RN aux portes du pouvoir. Après tout, cela a déjà été fait, la gauche dans son ensemble, du PS aux insoumis en passant par les écolos ou le PCF, faisant élire au nom du « front républicain » quelques macronistes de premier plan, ceux-ci renvoyant l'ascenseur le cas échéant.

Ces gens sont hors sol, tous sans exception. Les véritables sujets qui accablent les français, ils n'en n'ont que faire. Alors que les mobilisations se succèdent contre la politique gouvernementale, que **le budget Macron Lecornu** prépare le pire pour la Nation et les Français, dans tous les domaines, le travail, l'emploi, le salaire, mais aussi les services publics, la santé, l'éducation, les transports et l'énergie, ou encore le logement, prépare le pire pour les jeunes comme pour les retraités, ils n'ont rien à dire, rien à proposer sinon de nous retrouver dans l'isoloir dans 7 mois.

De la part des responsables politiques qui jouent leur poste hors de toute conviction sérieuse et de tout attachement de classe, cela est tout compte fait peu surprenant.

La mascarade socialiste offre même l'occasion à l'ennemi désigné, au Rassemblement National, d'ironiser par la voix du député Laurent Jacobelli qui discerne dans cette primaire le choix du *« candidat de Saint-Germain-des-Prés »* pour représenter le PS, un candidat qui parle *« d'Europe, d'écologie punitive, de nouvelles taxes »*, mais pas *« du coût de l'énergie, de pouvoir d'achat, de la priorité du logement ».*

Ce qui se met en place laisse douter pour le moins de la possibilité, dans le cadre institutionnel, de changer quoi que ce soit. **Sophie Binet**, responsable de la CGT, qui devrait appeler à s'occuper de l'essentiel, la mise en échec du **budget assassin de Macron Lecornu,** l'unité pour y parvenir, non pas après les élections, mais maintenant, tout de suite, se fend d'une déclaration qui va dans le sens général de la gauche toutes tendances confondues. *« La gauche a besoin de s'unir pour gagner »* dit-elle, *« la gauche ne battra pas l'extrême droite si elle ne se rassemble pas » …*

Sur cette ligne point d'inquiétude. Glucksmann veille. "*On va faire une campagne en équipe, nous irons partout dans le pays, dialoguer. On sera la force qui empêchera la bascule de la France à l'extrême droite, non Madame Le Pen ne sera pas la présidente*".

En fait tout ce beau monde est sur la même longueur d'onde. L'union anti fasciste, l'union contre le RN permettant de fait au macronisme ou à ce qui en reste de faire passer son programme concentré dans son **« budget 2027, le casse du siècle ».**

Le prétendu fascisme a du souci à se faire. Glucksmann vient d'annoncer qu'il tendait la main à **Hollande** et **Cazeneuve…**

Le front républicain en marche ? L'ambition de Glucksmann comme de tous les autres est d'être second pour s'afficher comme rempart contre Marine Le Pen. Comment croire encore que dans le cadre institutionnel dont les présidentielles sont la pierre angulaire, une solution quelconque aux besoins du pays et des français pourrait émerger ?

Jacques Cotta

le 16 octobre 2026